

Dossier d'autorisation d'urbanisme

02B14821N0063

Lucciana - Haute-Corse

Type

Permis de construire

État

Autorisé

Autorisation

20/12/2021

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 02/08/2026 à 13:35 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	02B14821N0063
Type	Permis de construire
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	ELECTRICITE DE FRANCE
SIREN / SIRET	552081317 / 55208131722061

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2021
Autorisation	20/12/2021
Décision	20/12/2021
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2021-12
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	202112

Localisation

Adresse	ROUTE DE LA CENTRALE SUALE LUCCIANA
Commune	Lucciana (2B148)
Département	Haute-Corse (2B)
Région	Corse (94)
Code postal	-
Parcelles cadastrales	BE 26

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	12/06/2026 18:24
Dernière observation	02/08/2026 03:17

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
ELECTRICITE DE FRANCE (EDF)	552081317	Société du permis
KPMG	775726417	Commissaire aux comptes titulaire
AXEL JEAN BERNARD REBAUDIERES	-	Administrateur
BEATRICE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Administrateur
PIERRE PLANCHON	-	Administrateur
VALENTIN JEAN-JULES RYNGAERT	-	Administrateur
MARC PIERRE ANTOINE SAMPSONIS	-	Administrateurs représentant les salariés
AMADOU SOUARE	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-MARIE IDELON-RITON	-	Commissaire aux comptes titulaire
MARIE LENAICK ANNE AMELIE GUILLEMOT	-	Président du conseil d'administration et directeur général
PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT	672006483	Commissaire aux comptes titulaire
AUDIT CONSEIL FRANCE INTERNATIONAL (AC-FI)	797426228	Commissaire aux comptes titulaire
SOUFIAN MALIK	-	Gérant
FRANCOIS GUILLON	-	Autre
FRANÇOIS JEAN PHILIPPE JAUMAIN	-	Autre
SARAH MARIE MAUD FLOQUET (KRESSMANN)	-	Autre
ITTO FADILA EL HARIRI	-	Président de SAS
ANNE-MARIE DESCÔTES	-	Administrateur
BRUNO EVEN	-	Administrateur
CATHERINE LAGNEAU	-	Administrateur
CLAIRE PEDINI (BACONNET)	-	Administrateur
DELPHINE STEPHANN (GENY)	-	Administrateur
GILLES DENOYEL	-	Administrateur
MATTHIEU CHABANEL	-	Administrateur
NATHALIE COLLIN (RIBES)	-	Administrateur
PHILIPPE PETITCOLIN	-	Administrateur
VALÉRIE BROS	-	Administrateur
AURELIE FRIONNET	-	Administrateurs représentant les salariés
CECILE PICHOT	-	Administrateurs représentant les salariés
CHRISTOPHE BEGUINET	-	Administrateurs représentant les salariés
FABRICE GUYON	-	Administrateurs représentant les salariés

GERALD LACOSTE	-	Administrateurs représentant les salariés
SANDRINE LHENRY	-	Administrateurs représentant les salariés
ALEXIS ZAJDENWEBER	-	Autre
BERNARD FONTANA	-	Président du conseil d'administration et directeur général

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.